

Formulation de la stratégie LT-LEDS du Tchad selon l'article 4.19 de l'Accord de Paris: l'expertise du Dr ATCHADE Assouhan Jonas

Le Tchad s'engage dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) avec une stratégie ambitieuse. Un atelier de consultation des parties prenantes s'est tenu à l'hôtel de l'Amitié à N'Djamena du 19 au 20 juin 2024, marquant le lancement du processus d'élaboration de la Stratégie à Long Terme de Développement (LT-LEDS) du pays.



Rencontre avec les parties prenantes

Cet atelier visait à informer et former les experts sectoriels et autres participants sur le processus de conception de cet outil crucial pour le développement durable. L'événement a suscité un grand intérêt, tant au niveau national qu'international, pour sa capacité à mobiliser des ressources destinées à la réduction des émissions dans les secteurs clés tels que l'énergie, la foresterie, l'agriculture et les déchets. Il vise également à renforcer la résilience des

communautés tchadiennes à l'horizon 2050.

Avec cette initiative, le Tchad devient le premier pays d'Afrique Centrale à mettre en œuvre l'article 4.19 de l'Accord de Paris. Cet article invite les pays signataires à élaborer et soumettre leurs Stratégies de Faible Émission de gaz à effet de serre (LT-LEDS) au secrétariat de la Convention sur le Climat, tout en tenant compte du principe de responsabilité commune mais différenciée et des circonstances nationales respectives.

Dr. Jonas Assouhan Atchadé, consultant international mandaté par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD Tchad), a joué un rôle clé dans la planification et l'animation de cet atelier. Il a présenté trois communications majeures portant sur le processus de formulation de la stratégie LT-LEDS, l'intégration du genre dans ce processus, et la conception d'une feuille de route/méthodologie détaillant la trajectoire à suivre pour aboutir à la stratégie finale.

Cet atelier a été rendu possible grâce aux efforts concertés de l'équipe du PNUD Tchad, principal partenaire technique et financier, et de la coordination nationale qui ont travaillé sans relâche pendant des mois pour assurer sa réalisation.

Le Tchad, par cette initiative, montre l'exemple en Afrique Centrale et réaffirme sa détermination à contribuer activement à la lutte contre le changement climatique, tout en œuvrant pour un développement durable et inclusif de ses communautés.

Megan Valère SOSSOU

Entretien avec Xenya Scanlon : Urgence et solutions pour la lutte contre la désertification

À l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre la désertification, Xenya Scanlon, cheffe de la communication, des relations extérieures et des partenariats de la CNULCD, partage ses réflexions sur les défis et les solutions liés à la dégradation des terres.



Xenya Scanlon, Cheffe de la Communication CNULCD

Célébrer cette journée aujourd'hui signifie reconnaître l'urgence et l'ampleur des défis liés à la dégradation des terres. Près de la moitié de la planète et presque la moitié de la population mondiale sont déjà affectées par ces fléaux.

Cela pèse le plus souvent sur les plus vulnérables, notamment les petits agriculteurs, les femmes et les peuples autochtones. Pour donner une idée de l'ampleur de la perte des terres saines, chaque année nous perdons à peu près 100 millions d'hectares de terres à la dégradation, ce qui correspond plus ou moins à la superficie de l'Égypte ou de la Mauritanie. C'est un objectif d'une urgence extrême.

Aujourd'hui marque également le 30^e anniversaire de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Ce traité historique et crucial est essentiel non seulement pour le monde, mais aussi pour le continent africain. L'Afrique a été un des porteurs de cette convention à l'échelle internationale et en a été un des plus grands champions. Bien sûr, l'Afrique n'est pas épargnée par les phénomènes de sécheresse, de dégradation des terres et de désertification, mais elle propose également des solutions applicables sur le continent et à travers le monde.

Cependant, de nombreux défis subsistent. Premièrement, les contextes difficiles auxquels sont confrontés plusieurs pays, ainsi que les phénomènes de pauvreté et d'insécurité alimentaire très prononcés en Afrique, compliquent la lutte contre la désertification. Par exemple, environ 65% des terres arables du continent ont déjà été soumises à la désertification, ce qui crée une urgence d'agir en Afrique et ailleurs.

Malgré ces défis, l'Afrique a déjà mis en place de nombreuses initiatives, notamment l'une des plus grandes initiatives mondiales : la Grande Muraille Verte. Ce projet ambitieux vise à reboiser et restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées d'ici 2030. Onze pays sont impliqués et cette

initiative en inspire d'autres au-delà de la région sahélienne. Nous sommes impatients de voir les résultats de ces projets aboutir à notre vision d'un monde où non seulement nous mettons fin à la dégradation des terres, mais où nous restaurons également les terres et notre patrimoine naturel.

Le thème de cette journée, cette année, « Unis pour les terres, notre héritage, notre avenir », est un pont entre les générations, une opportunité de s'unir pour l'avenir de nos terres. La restauration des terres contribue aux initiatives contre le changement climatique et cible la perte de biodiversité. En restaurant nos terres, nous faisons progresser les objectifs mondiaux et bien d'autres objectifs de développement durable.

D'ici 2050, la population mondiale atteindra 10 milliards d'habitants, et beaucoup auront besoin de ressources naturelles, notamment de terres saines. Ce que nous investissons aujourd'hui, c'est pour notre avenir. Des études montrent que chaque dollar investi dans la restauration des terres rapporte environ 30 dollars en bénéfices économiques et sociaux. Cela souligne l'importance de ces investissements.

Xenya Scanlon souligne également l'importance de la jeunesse africaine en tant qu'acteur majeur du changement dans notre effort collectif pour restaurer les terres et renforcer la résilience à la sécheresse. 70% de la population du continent africain a moins de 30 ans. C'est une génération qui peut contribuer de manière très constructive à notre défi collectif. En s'unissant pour l'avenir de notre terre, nous pouvons également créer des emplois pour les jeunes, améliorer la situation de l'exode rural, et répondre à de nombreuses préoccupations actuelles de nos sociétés.

La Journée mondiale de la lutte contre la désertification nous rappelle donc l'ampleur des défis à relever, mais aussi l'urgence d'agir pour préserver notre patrimoine naturel pour les générations futures.

La transmission du VIH de la mère à l'enfant reste une préoccupation majeure en Afrique de l'Ouest et du Centre. Dans ces régions, un nombre croissant d'enfants naissent de mères qui ne sont pas sous traitement antirétroviral (ARV), aggravant ainsi la situation sanitaire. Pour sensibiliser les journalistes sur ce sujet, le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement a organisé un webinaire le vendredi 14 juin 2024, intitulé « Élimination de la transmission mère-enfant du VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre : et si on en parlait ». Cet événement a été animé par deux experts de renom : Dr Fodé Simaga, directeur de la science, des services et des systèmes pour tous à l'ONUSIDA à Genève, et Dr Éric Verschueren, directeur pays de l'ONUSIDA pour le Bénin et le Togo.

Megan Valère SOSSOU

Souveraineté alimentaire et protection de l'environnement : le CEVASTE promeut la

plantation d'arbres fruitiers au Bénin

Sous le slogan « Plante-moi aujourd'hui et demain je te nourris », le Centre d'Expérimentation et de Valorisation de l'Agro écologie des Sciences et Techniques Endogènes (CEVASTE) a lancé une ambitieuse campagne de plantation d'arbres fruitiers dans les villages de Houakpè-Daho, Sèyigbé et Toligbé, situés dans la commune de Ouidah. L'objectif est de sensibiliser les jeunes sur l'importance des arbres dans la protection de l'environnement et promouvoir la plantation et l'entretien d'arbres pour créer des forêts nourricières et alimentaires.



Campagne de plantation d'arbres fruitiers au Bénin / CEVASTE
Au cours de cette campagne, plusieurs espèces d'arbres fruitiers ont été plantées, dont des avocatiers, des manguiers, des arbres à pain, des longanes, des palmiers sauvages, des kapokiers, des cacaoyers, des châtaigniers et des orangers. Plus d'une centaine de plants fruitiers ont été mis en terre, symbolisant un pas important vers la création de forêts nourricières et l'autonomisation des communautés locales.

Jean Edwens Daniel, Chargé de projet au CEVASTE, a expliqué que cette initiative s'inscrit dans un projet plus vaste, mis en œuvre dans quatre pays : le Bénin, le Zimbabwe, l'Éthiopie et le Ghana. Au Bénin, le CEVASTE supervise l'exécution du projet dans les communes de Ouidah, Savalou, Lokossa et Comè.

« Cette campagne de plantation d'arbres est organisée avec les jeunes dans le cadre du volet réservé au renforcement de la sensibilisation à la protection de l'environnement et des formations en faveur des jeunes pour qu'ils puissent intégrer l'économie verte », a précisé Jean Edwens Daniel. Il a également mis l'accent sur l'importance des arbres dans l'agroécologie et a annoncé des formations destinées aux agriculteurs, en particulier aux femmes, pour faciliter la transition vers une agriculture agroécologique. Car on peut être sensibilisé sans être formé a-t-il laissé entendre.

La campagne, dirigée par Koutohou Noël Jahways, Assistant administratif et financier au CEVASTE, a été officiellement lancée dans le village de Houakpè-Daho et a également couvert les villages de Sèyigbé et Toligbé. Noël Koutohou Jahways a souligné que ce projet est une suite logique de l'initiative de réintroduction et de valorisation des semences en voie de disparition, ayant déjà permis l'installation de banques de semences dans la communauté de Tori. A l'en croire, cette campagne de plantation d'arbres fruitiers permettra d'autonomiser les communautés en matière de souveraineté alimentaire.

L'Agronome Bôla-nlé Christelle Atondé a partagé avec les jeunes participants des techniques essentielles pour l'entretien et la gestion durable des arbres. Elle a particulièrement insisté sur l'arrosage, la nutrition, la protection contre les nuisibles et les maladies, ainsi que les pratiques de taille et d'élagage.

Lissassi Martine, une participante se réjouit d'avoir pris part à l'initiative. : « Je me suis intéressée à ce projet

parce que les arbres mis en terre peuvent nous donner des fruits à consommer. » Comme Martine, tous les autres participants se sont engagés à prendre soin des arbres pour profiter de leurs fruits à l'avenir. Les jeunes participants, motivés et dynamiques, ont ainsi pris conscience de l'importance des arbres et ont appris les techniques de plantation et d'entretien nécessaires à leur croissance.

Rappelons que cette initiative est soutenue par l'African Biodiversity Network (ABN) avec l'appui technique de Jeunes Alliés de la Nature et Brot für die Welt.

Mahougnon Josué Tchagnonsi

Bénin : la plateforme de mobilité, RMobility, lance son service de Voiture de Transport avec Chauffeur

Reconnue et régulièrement utilisée au Bénin comme plateforme de covoiturage, RMobility franchit une nouvelle étape en lançant son service de Voiture de Transport avec Chauffeur (VTC) le vendredi 07 juin à Cotonou.



Une nouvelle ère s'ouvre pour le transport en commun et la mobilité urbaine à Cotonou, capitale économique du Bénin. Après trois ans d'activité en tant qu'application de covoiturage, RMOBILITY étend ses services pour inclure le VTC, avec des opérations débutant ce vendredi.

« Chez RMOBILITY, nous croyons fermement que la mobilité doit être accessible, sécurisée et pratique pour tous. En lançant notre service de VTC, nous visons à offrir une solution de transport plus flexible et plus efficace aux habitants du Bénin. Car, nous avons observé une demande croissante pour des options de transport modernes et fiables, et c'est exactement ce que notre service de VTC apporte », rassure Raynald Ballo, dirigeant de RMOBILITY.

Une flotte de plus d'une cinquantaine de véhicules, identifiés ou non par le logo RMOBILITY, sera disponible pour desservir les habitants de Cotonou et ses environs. Pour ce lancement, des offres exclusives sont proposées, incluant une réduction de 20% et le don d'une carte carburant de 5000 FCFA JNP dès le premier trajet.

Raynald Ballo précise : « Avec nos offres de lancement attractives, nous voulons encourager les utilisateurs à découvrir les avantages uniques de RMobility, tout en soutenant nos conducteurs avec des incitations significatives. Notre objectif est de transformer la manière dont les gens se déplacent, en mettant la technologie au service de leur confort et de leur sécurité. »

Pour accéder à l'application RMobility, il suffit de la télécharger depuis l'App Store, Google Play Store ou AppGallery, de créer un compte avec son numéro de téléphone, de compléter son profil et d'explorer les services de covoiturage, location de véhicule, courses en taxi, billets de bus et d'événements.

Agroécologie et économie circulaire: Plus de 100 jeunes et femmes se réunissent pour un atelier

Le 24 juin 2024, le centre IITA d'Abomey-Calavi accueillera cent vingt-cinq (125) jeunes et femmes du secteur agricole pour un atelier de formation et de sensibilisation sur les pratiques agroécologiques et l'économie circulaire. Cet événement, initié par Youth Initiative for Land in Africa (YILAA) avec le soutien de Climate and Clean Air Coalition (CCAC) de l'UNEP, vise à promouvoir l'adoption de technologies agroécologiques pour réduire les polluants climatiques de courte durée de vie dans la production de maïs et de riz.



Le consortium soutenant cette initiative comprend l'association des Paysans du Ghana, Africa Rice, et le Council for Scientific Industrial Research (CSIR). L'objectif principal est de sensibiliser les participants à la réduction des émissions de méthane et de noir de carbone, qui sont des polluants significatifs dans la culture de ces deux produits vivriers essentiels.

Cette première cohorte de formation cible les départements de l'Atlantique, du Littoral, du Mono et du Couffo. Au total, près de cinq cents (500) jeunes à travers tout le Bénin bénéficieront de cette formation. Les participants incluront des membres des organisations paysannes, des groupements de femmes, ainsi que des coopératives et associations de jeunes œuvrant dans le secteur agricole, en particulier dans la culture du maïs et du riz.

À la fin de cette journée de formation, les participants devraient être capables d'appliquer sur le terrain des pratiques visant à atténuer les effets des polluants climatiques de courte durée de vie (PCCDV), contribuant ainsi à un secteur agricole plus durable et respectueux de l'environnement.

Vers l'éradication des grossesses précoces : l'ONG New World pour la protection des jeunes filles à Domè

Lancé il y a un mois, le projet « Protection des jeunes filles contre les grossesses précoces dans l'arrondissement de Domè dans la commune de Zogbodomey : à la découverte des méthodes contraceptives », a été clôturé avec grand satisfecit ce samedi 08 juin 2024. Ce projet, mis en œuvre par l'ONG New World avec le soutien de Plan International à travers son programme Youth Challenge Fund 3, a mobilisé divers acteurs pour la protection des adolescentes et jeunes filles de l'arrondissement de Domè.



Vue d'ensemble, clôture du projet

Pour Gérard Totongnon, chargé de partenariat au sein du projet, il a été question non seulement de sensibiliser les jeunes filles aux risques associés aux grossesses précoces, mais aussi de les informer sur les méthodes contraceptives dans l'arrondissement de Domè à Zogbodomey.

Pour y arriver, des pairs éducateurs ont été sélectionnés, formés et déployés pour des séances de sensibilisation au sein des communautés. Babaga Martine, l'un de ces pairs éducateurs, témoigne : « *Les adolescentes et les jeunes filles ont accueilli avec beaucoup d'intérêt la nécessité d'éviter les grossesses précoces.* »

Tant pour la sensibilisation sur les causes et les conséquences des grossesses précoces que pour la promotion des méthodes contraceptives, les résultats ont été non seulement positifs mais ont largement dépassé les attentes.

Gérard Totognon déclare avec fierté : « *Nous avons atteint largement les résultats escomptés en mobilisant plus de 500*

adolescentes et jeunes filles, sur les 400 prévues par le projet. » Ces adolescentes et jeunes filles sont mieux préparées pour éviter les grossesses précoces et utiliser les méthodes contraceptives.

Une mobilisation sans précédent

Toute la communauté de Domè s'engage désormais à éliminer complètement les cas de grossesses précoces dans la commune. Cette réussite est le fruit d'un travail acharné de tous les acteurs impliqués, en particulier les pairs éducateurs formés et déployés dans les communautés. Les mérites de ces derniers ont été reconnus à travers une cérémonie de remise d'attestations.



Remise d'attestation aux pairs éducateurs

Au total, huit villages ont été couverts dans le cadre dudit projet. Il s'agit des villages de Domè-Centre, Domè Go, Domè Aga, Gohisanou, Bolame, Gaffo, Kessedjogon et Agoita.

L'initiative est saluée par Hounnongandji Donatienne, élève déléguée en classe de Terminale, qui souligne son importance

dans la lutte contre ce fléau au sein des communautés rurales.

Selon Bitiboto Marie-Reine, sage-femme au centre de santé de Domè, la sensibilisation est la seule arme qui permettra de gagner la lutte contre les grossesses précoces. Elle salue le travail abattu par les pairs éducateurs dans le cadre du projet de l'ONG New World. *« Il en va de l'épanouissement des jeunes filles mais aussi de leur contribution au développement local »*, a-t-elle laissé entendre.

Tout en exprimant sa gratitude envers l'ONG New World pour ses efforts déployés, Valérie Agbangla, du Centre de Promotion Sociale de Zogbodomey, appelle à maintenir la veille, soulignant la complexité du défi à relever.

Quant aux chefs de village, ils n'entendent pas rester en marge de la lutte. Ils se sont engagés à poursuivre l'œuvre de l'ONG New World afin de mieux protéger les jeunes filles de la communauté de Domè contre les grossesses précoces.



Les acteurs rassemblés à la clôture

Le succès du projet démontre l'importance de la mobilisation communautaire et de l'engagement collectif pour une cause commune. Les efforts conjugués de l'ONG New World, de Plan International, des pairs éducateurs, des professionnels de santé, des leaders communautaires et des jeunes filles elles-mêmes ont permis d'obtenir des résultats probants et prometteurs.

Cependant, ce projet n'est que le début d'un long chemin vers l'éradication totale des grossesses précoces. Selon Gérard Totongnon, il est crucial de maintenir une vigilance constante pour préserver les acquis du projet et faire de Domè une référence en matière de prévention des grossesses précoces.

Il n'a pas manqué de réitérer l'engagement de l'ONG New World à poursuivre ses actions appelant à un soutien continu de tous les acteurs concernés afin de pérenniser les acquis du projet soutenu par Plan International.

Constance AGOSSA

77e Assemblée Mondiale de la Santé : Le Cerrhud donne des nouvelles de Genève

La 77e Assemblée mondiale de la santé (WHA77), qui se tient Genève du 27 mai au 1er juin présente de grands enjeux. Fulbert Adjimèhossou, représentant le Centre de recherche en reproduction humaine et en démographie (Cerrhud) dévoile quelques points.



Le Cerrhud prend part à WHA77 à Genève. Pourquoi ?

Ce n'est pas la première fois que le Cerrhud participe à l'Assemblée mondiale de la Santé. Nous y étions l'année dernière par le biais du Directeur exécutif, Dr Jean-Paul Dossou. Elle réunit chaque année des délégués de tous les États membres pour convenir des priorités et des objectifs de l'Organisation mondiale de la santé. C'est aussi une tribune pour rendre compte des travaux entrepris dans des domaines définis, évaluer les accomplissements et convenir de stratégies pour combler les lacunes. Cette année, l'Assemblée a pour thème « All for Health, Health for All », c'est-à-dire « Un monde mobilisé pour la santé, la santé pour tous ».

Comme vous le savez, la quasi-totalité des projets de recherche et d'intervention mis en œuvre par le Cerrhud visent l'accès de tous à la santé. C'est le cas du projet Health for All (H4A), une initiative multipartite qui réunit plusieurs structures au Bénin et en Belgique. L'objectif est d'améliorer

l'utilisation des services de santé maternelle et néonatale de qualité dans le département du Borgou, en particulier dans deux zones (Parakou-N'Dali et Tchaourou) ainsi que dans les communes de Porto-Novo et d'Abomey-Calavi.

Vous y étiez déjà deux jours avant le démarrage. Quelle est l'ambiance à Genève ?

Effectivement, nous avons fait le déplacement quelques jours plus tôt pour participer à des activités de la société civile et être présents à l'événement « Walk the Talk ». Cette activité, à laquelle nous avons pris part le 26 mai 2024, a réuni 8000 participants qui ont couru, marché ou se sont déplacés en fauteuil roulant sur des parcours de 3 km et de 4,2 km. Dans cette vague bleue, nous étions là pour échanger, établir et renforcer des partenariats. Collaborer avec les acteurs de la santé mondiale est crucial pour amplifier l'impact de nos travaux et explorer de nouvelles avenues de recherche et de développement. Déjà le samedi, nous avons assisté à une rencontre de la société civile pour réfléchir sur des questions fondamentales.

Les échanges ont eu lieu autour du thème : « World in flames : civil society lost in the impotence of international law ». Avec le démarrage de l'Assemblée mondiale de la santé, nous avons poursuivi dans la même dynamique. Je peux vous assurer que l'enthousiasme et l'engagement des participants étaient palpables, avec une volonté d'avoir des décisions fortes de promouvoir la santé et le bien-être pour tous.

La WHA77 prend fin ce samedi. À quoi devra-t-on s'attendre ?

À Genève, se dessine l'avenir de la santé mondiale. Il y a eu des progrès ces dernières années dans l'élaboration d'un accord sur les pandémies et dans le renforcement du Règlement sanitaire international (RSI (2005)). Les délégués travaillent à faire avancer ces deux processus qui visent à préparer les pays à faire face aux futures menaces pandémiques. Il y a une

volonté de faire des pas en avant. Nous avons besoin d'un accord mondial sur les pandémies, fondé sur les principes d'équité, de souveraineté, de prévention, de préparation et de riposte, pour protéger les générations futures contre les pandémies qui ne manqueront pas de se produire. Il nous faut aussi ce Règlement sanitaire international renforcé pour assurer la sécurité sanitaire mondiale.

L'Assemblée se poursuit avec des travaux en commission. Une table ronde stratégique est prévue ce vendredi sur la résistance aux antimicrobiens. Cependant, les accords seuls ne suffisent pas à créer un changement. Pour continuer à être le gardien de la rigueur scientifique en matière de santé et être efficace dans l'assistance et l'orientation des pays, l'OMS a besoin de ressources suffisantes, surtout dans un contexte de préoccupations climatiques croissantes, de menaces pandémiques et de géopolitique de plus en plus turbulente.

Il y a aussi un besoin de cycle d'investissement durable capable d'aider à prévenir les maladies, à élargir l'accès aux soins de santé et à coordonner la réponse mondiale à un nombre croissant d'urgences sanitaires causées par la guerre, les épidémies et les catastrophes naturelles. Cette même pression est présente au niveau national. Il faut continuer à produire des données probantes pour éclairer les décideurs à tous les niveaux et construire des systèmes de santé résilients. Il faut des données, mais aussi des financements flexibles.

10 ans d'existence: le Centre Africain de Nutrition et de

Naturopathie Jean Pliya à l'honneur

Une délégation de l'ACPB a été invitée à la célébration des 10 ans d'existence du centre Canna JP. Cet événement a eu lieu le mardi 14 mai dans les locaux du centre à Godomey.



À cette occasion, plusieurs autorités gouvernementales ont honoré l'événement de leur présence. Pour le parrain de la cérémonie, Abdoulaye Bio Tchane, ministre d'État, se rendre en ce lieu était une manière d'honorer feu Jean Pliya. Il a déclaré : « J'y serai jusqu'à ce qu'on célèbre les 100 ans. Ce centre traite la malnutrition et c'est ce dont souffrent 80 % des Béninois. » Il en a profité pour féliciter Mme Danielle Pliya pour avoir pris soin de ce joyau légué par son défunt père.



Après l'intervention du ministre d'État, plusieurs discours de témoignage ont suivi, dont celui de la représentante du ministre de la Culture, Mme Carole Borna. Elle a rappelé à l'assistance le rôle essentiel que joue ce centre dans la promotion de nos valeurs culturelles et culinaires pour le bien-être de tous. Docteur Josias Sohinto, président du Conseil d'Administration de l'Association des Cliniques Privées du Bénin, a également pris la parole. Il a souligné l'apport de la naturothérapie dans le traitement du corps humain, surtout en matière de prévention des pathologies.



« Nos expériences personnelles nous montrent que la médecine est un tout. L'homme est un tout et l'on ne peut rien négliger quand on veut prendre en charge l'être humain, » a-t-il affirmé. Il a conclu en insistant sur la nécessité d'une approche collaborative entre la médecine allopathique et la médecine naturelle pour une prise en charge optimale des patients dans les structures sanitaires privées.

La cérémonie a également vu la présence de l'ancienne ministre de la Santé, le Professeur Akoko Kindé Gazard, qui a félicité Mme Danielle Pliya pour l'œuvre de son père qu'elle continue de faire prospérer au fil des années. La soirée s'est achevée par une visite du jardin du centre Canna JP et la dégustation d'une collation made in Benin.

Yasmine Da Matha

Bénin : 350Africa.org honore les héros communautaires des énergies renouvelables

À l'occasion de la Semaine de l'Afrique, 350Africa.org a mobilisé les communautés pour célébrer les héros locaux des énergies renouvelables à travers les prix AfrikaVuka. Au Bénin cet événement a été célébré dans la matinée de ce vendredi 31 mai 2024 à l'American Corner de l'Université d'Abomey-Calavi.



Remise de trophée

L'événement selon Christian Hounkannou, Coordonnateur Afrique Francophone 350.org, consiste à remettre des prix aux lauréats gagnants de l'initiative pour récompenser les acteurs qui ont œuvré pour la promotion des énergies renouvelables, en développant ou en soutenant des projets communautaires sur le continent.

Le processus de sélection a commencé par une phase de nomination publique, au cours de laquelle les membres du public ont identifié des acteurs clés. Un comité a ensuite présélectionné les candidats les plus remarquables. Les lauréats se sont distingués par leur contribution à l'accès à

une énergie durable, équitable et abordable en Afrique. Dix personnes et organisations ont été honorées, représentant sept catégories et provenant de dix différents pays dont le Bénin.



Des acteurs communautaires du Bénin distingués

Une personne et une organisation ont été récompensées au Bénin pour leurs contributions remarquables dans le domaine des énergies renouvelables. Il s'agit de Antoine Mahutin Salako, technicien supérieur en énergie renouvelable et système énergétique dans la catégorie Solar Orisha, et du Cercle des Grands Pionniers (CGP). Dans la catégorie des Eco-Enablers

Antoine Mahutin Salako a été distingué pour son initiative de distribution de kits solaires dans les zones reculées, améliorant ainsi l'accès à l'énergie à travers tout le Bénin. De son côté, le Cercle des Grands Pionniers a fourni des services de dépannage et d'installation d'énergies renouvelables décentralisées et abordables, grâce à des compétences techniques spécifiques.

Antoine Salako a exprimé sa joie : « *Je suis content d'avoir reçu ce trophée. Je vais mettre les bouchées doubles pour dépasser le niveau actuel.* » Mathias Kpetehoto du CGP a également partagé son émotion : « *Je suis très ému car nos efforts ont été reconnus par 350.org. Notre projet a mis en lumière les personnes sans voix qui, bien qu'elles soient dans l'obscurité, font beaucoup d'efforts pour s'en sortir grâce au dépannage et au montage des équipements d'énergie solaire.* »

Tout comme au Bénin, plusieurs personnes et organisations ont été honorées au Cameroun, au Sénégal, en Ouganda, au Ghana, au Nigéria et en Afrique du Sud.



Cette cérémonie a également été l'occasion de partager le Kit Our Own Power. Christian Hounkannou a profité de l'événement pour rappeler aux jeunes participants les opportunités de renforcement des capacités en matière de plaidoyer, de mobilisation, d'engagement et de recherche de financement en utilisant cet outil.

« *Nous avons le pouvoir d'exiger de nos décideurs la*

promotion, le développement et le financement des énergies renouvelables. »

Pour Christian Hounkannou, 350.org développe une nouvelle stratégie pour promouvoir les solutions climatiques, la technologie et la finance climatique. Il entend continuer à mobiliser, plaider et engager pour la promotion des énergies renouvelables. Tout en encourageant les jeunes à rejoindre le mouvement 350.org, Christian Hounkannou invite les jeunes à se tourner vers les formations et métiers du secteur des énergies renouvelables.

Ainsi, l'édition 2024 de la Semaine de l'Afrique a été marquée au Bénin par cette activité de partage, de coworking et de reconnaissance des champions de l'énergie renouvelable.

Megan Valère SOSSOU



L'appel à l'action de Landry Ninteretse, Directeur régional de 350Africa.org

« Ces prix mettent en lumière le mouvement croissant en faveur des énergies renouvelables qui s'enracine en Afrique sous l'impulsion des populations. Les communautés rejettent activement les combustibles fossiles et adoptent le développement de systèmes d'énergie renouvelable sûrs, fiables et décentralisés. Grâce aux efforts concertés de toutes les parties prenantes, un avenir alimenté par les énergies renouvelables, avec un accès universel à l'énergie propre, est à portée de main. L'Afrique peut contribuer de manière significative à l'objectif mondial de tripler la capacité des énergies renouvelables si les gouvernements et les institutions financières accordent la priorité aux initiatives en matière d'énergies renouvelables et fournissent le financement nécessaire pour soutenir le développement des énergies renouvelables et une transition équitable vers l'abandon des combustibles fossiles. Pour faire face à la crise climatique et répondre à nos besoins énergétiques en Afrique, il faut investir massivement dans les énergies renouvelables et mettre en place un cadre réglementaire favorable. »